

**BENBADA PASSIBLE DE CONSEIL DE DISCIPLINE****Le MSP pourrait ne pas participer aux locales**

**Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) pourrait ne pas participer aux élections locales, prévues le 29 novembre 2012, n'écartant pas la nécessité de leur report.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C'est ce que le président du MSP, Aboudjerra Soltani, qui a réuni hier des cadres militants de la wilaya d'Alger, a laissé entendre. Certes, le parti prépare activement cette échéance, tout en laissant la latitude à ses militants de contracter ou non des alliances locales et au sein de l'Alliance de l'Algérie Verte. Cela si la participation est confirmée et si ces élections se déroulent selon les principes démocratiques.

En ce sens, Aboudjerra Soltani a indiqué avoir transmis au nouveau Premier ministre des propositions. Néanmoins, et le MSP étant échaudé par les élections législatives du 10 mai dernier dont les résultats ont démontré l'inanité de la compétition électorale et du rôle des parlementaires, pourrait ne pas participer à ce scrutin des locales.

Dans ce contexte, Aboudjerra Soltani avait affirmé que deux options se présentent pour le pays, soit la dissolution de l'actuelle Assemblée populaire nationale et l'organisation d'un scrutin crédible ou l'ouverture d'un débat sur la révision de la Constitution. Or, les élections communales et de wilaya risquent de «n'avoir aucun sens», dira Aboudjerra.

Soltani, appelant les pouvoirs publics à «prendre le courage de décider leur report». Cela même si la position du MSP n'est pas encore claire, et pouvant être fixée notamment lors d'une prochaine conférence nationale, prévue les 20 et 21 septembre prochains.

Et d'autant qu'Aboudjerra Soltani et les cadres du MSP sont convaincus que leur formation politique reste solide, malgré les dissensions de certains cadres dont ils déconsidèrent les motivations.



Photo : Samir Sid

**Benbada n'a pas respecté les décisions du parti.**

Et dans la mesure où le président du MSP avait réitéré le refus de son parti de participer au gouvernement et précisé qu'il n'y est pas présent, Aboudjerra Soltani a indiqué en marge de la conférence

que le dossier du ministre du Commerce devrait être transmis aux instances disciplinaires du MSP.

Car, indique-t-il, Mustapha Benbada, avec lequel il a pourtant

établi contact après la formation du nouveau gouvernement, n'a pas respecté les décisions du parti et ses propres engagements en acceptant sa reconduction.

Evoquant la nature «technocratique» et «non politique» du gouvernement d'Abdelmalek Sellal, le leader du MSP de prôner la nécessité du «régime parlementaire». En ce sens, Aboudjerra Soltani estime que la décision du président de la République de remanier le gouvernement a, notamment, sonné le glas pour l'Alliance présidentielle, infligé une punition pour divers spéculateurs politiques et doit être appréciée dans l'optique de l'élection présidentielle de 2014.

Estimant que la pratique démocratique a été «vidée de tout sens», le président du MSP note l'émergence de l'«Attatürkisme politique», un régime «où les partis de l'opposition dépendent du régime et où les partis acquis au régime font de l'opposition».

**C. B.**

**ÉLECTIONS LOCALES****311 magistrats pour superviser la joute**

Le rôle de son analogue a été beaucoup critiqué lors des législatives par le Parti des travailleurs notamment dont la porte-parole, M<sup>me</sup> Louisa Hanoune, la qualifie d'«inutile», voire de «mécanisme de fraude», et qui ne cesse de réclamer sa suppression, la Commission nationale de supervision des élections des membres des assemblées populaires communales et de wilaya de l'année 2012 est désignée. Ainsi, trois cent-onze magistrats sont appelés à superviser cette joute électorale qui se tiendra le 29 novembre prochain.

Les membres la composant ont été nommés par décret présidentiel publié dans le Journal officiel du 2 septembre dernier. Elle est présidée par Boudi Slimane, le même magistrat qui a présidé la Commission nationale de supervision des toutes dernières élections législatives.

Cette commission s'était prononcée, rappelons-le, sur des manquements aux conditions de la campagne électorale, comme l'affichage anarchique et l'utilisation des langues étrangères dans les meetings populaires et avait traité des recours à propos.

Mais sans trop convaincre les plaignants parmi les formations politiques engagées dans ces élections...

**L. H.**

**Précision**

Une erreur s'est glissée malencontreusement dans la réaction du représentant du parti El Karama, publiée dans notre édition du 5 septembre 2012.

Aymen Harkati est secrétaire général et non pas président de cette formation, ce poste étant actuellement occupé par Mohamed Ben Hammou.

Nos excuses aux concernés et à nos lecteurs.

**PREMIÈRES 48 HEURES  
DU GOUVERNEMENT SELLAL****Calme plat**

**La rentrée du gouvernement Sellal n'a été marquée par aucune activité exceptionnelle.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Pas de démarrage sur les chapeaux de roues. Aux premiers jours de sa prise de fonction, la nouvelle équipe gouvernementale s'est tout juste contentée de gérer les affaires courantes. A commencer par le ministre des Affaires religieuses qui a présidé une journée d'étude sur la préparation de la saison du hadj 2012, organisée à Dar El Imam. Bouabdallah Ghlamallah a passé en revue les actions des différentes structures chargées de la prise en charge des 36 000 pèlerins.

De son côté, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, s'est chargé du processus de préparation des élections locales du 29 novembre prochain. Intervenant à partir de Constantine, le directeur général des affaires judiciaires et



Photo : Samir Sid

**Abdelmalek Sellal.**

juridiques du ministère de la Justice a annoncé la désignation de 1 541 magistrats pour superviser l'opération de révision des listes électorales au niveau des commissions administratives communales. Une désignation qui est à mettre sur le compte de

Mohamed Charfi, son prédécesseur n'ayant eu aucune prérogative. Abdelkader Messahel a certainement été le membre du gouvernement le plus «actif». Jeudi, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines a été chargé d'accueillir à sa descente d'avion, Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre français des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie. Hier, Abdelkader Messahel s'est entretenu avec l'envoyé spécial du gouvernement de la République de Malte, John Paul Grech. Une rencontre consacrée aux préparatifs du prochain sommet du dialogue 5+5 prévu les 5 et 6 octobre à Malte. Les débuts du gouvernement Sellal sont relativement calmes. Mais le nouveau Premier ministre — tout comme l'ensemble des membres de son équipe — sait qu'il n'aura droit à aucun délai de grâce.

**T. H.**

**ÉLECTIONS DU 29 NOVEMBRE 2012****Le RCD y participera**

**Il était attendu que le RCD ne reconduira pas la même position de boycott adoptée à l'occasion des dernières législatives en ce qui concerne les élections locales du 29 novembre prochain, puisqu'il vient de décider d'y prendre part.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Et c'est le conseil national du parti, réuni ce vendredi en session ordinaire, qui a entériné ce mot d'ordre à une majorité écrasante, puisque seuls 14 membres de cette instance consultative ont voté contre au moment où 5 autres se sont abstenus. Une décision qui était attendue mais qui n'a été prise qu'à l'issue d'un assez large débat où l'opportunité d'une telle option était amplement déclinée dans un ensemble de questions que le président du parti a énumérées dans son discours d'ouverture de cette session.

Mohcine Bellabas ne manquera pas l'occasion de s'interroger s'il était possible de

laisser la gestion des affaires des collectivités locales à des individus qui ont montré leur absence de motivation militante et leur tentation à servir de levier au pouvoir et utilise les structures de l'Etat pour menacer et soumettre les citoyens qui revendiquent leurs droits ? «Peut-on ignorer les sollicitations des populations satisfaites par la gestion de l'écrasante majorité de nos élus locaux dans les communes où nous avons eu la majorité ? Peut-on renoncer au travail fait par nos élus pour préparer l'alternative dans les communes où nous avons été dans l'opposition ?»

Ceci avant de passer aux raisons plus politiques de la position à l'égard de ces futures élections locales, s'interrogeant, de nouveau, si la participation à ces joutes ne risquerait pas d'être perçue comme une incohérence stratégique par rapport au boycott par le parti des législatives du 10 mai dernier, ou encore si la fraude électorale était une raison suffisante pour boycotter ce scrutin. Des questionnements à valeur d'élé-

ments conducteurs du débat autour de la participation ou pas aux locales du 29 novembre prochain. Un débat dont il s'agissait hier, en fait, de l'épilogue, tant il a été longuement mené lors des neuf rencontres régionales des cadres du parti en juin dernier et au bout duquel il a été relevé l'importance d'être plus près du citoyen en se rendant plus visible, et plus solidaire pour la prise en charge de ses préoccupations immédiates, l'accompagnement du mouvement associatif au niveau local, sans lequel aucun rapport de force à même de hâter le changement ne pourra être construit.

Autant d'éléments plaidant on ne peut plus clairement pour la participation à ces élections qui ont fait que le mot d'ordre de cette dernière a été entériné à une écrasante majorité des membres du conseil national du parti. Ce mot d'ordre adopté, les discussions ont aussitôt pris une autre direction, à savoir la capacité du parti à pouvoir se présenter dans le maximum de circonscriptions électorales à la lumière de la très contrai-

gnante loi électorale qui a revu à la hausse et très substantiellement la composante des collectivités locales. Et à ce propos, les avis divergent même s'ils sont majoritaires, les cadres du RCD à promettre de relever le défi de cet énième tour de vis du pouvoir à l'effet de réduire au maximum la participation des partis de l'opposition, notamment le parti de Mohcine Belabbas.

Et plus que cela, ils escomptent plus que rééditer l'exploit des locales d'il y a cinq ans quant le parti a réussi la prouesse de sortir du ghetto kabyle en arrachant des sièges et des municipalités à l'est, à l'ouest et au sud du pays.

Comme le maire injustement destitué de Beni-Abbès, dans la wilaya de Bèchar, ou encore celui de Berriane dans la wilaya de Ghardaïa, qui se montrent confiants quant à refaire le «coup» du 29 novembre 2007 et plus que cela puisqu'ils promettent d'élargir leurs «prouesses à d'autres communes voisines.»

**M. K.**